



Communiqué commun CPH – INPH du 4/01/08

Par le mouvement social actuel de grève des gardes et astreintes, les médecins hospitaliers urgentistes et anesthésistes réanimateurs expriment à juste raison l'inquiétude de tous les praticiens hospitaliers devant la situation actuelle de l'hôpital public tant du point de vue de la démographie médicale hospitalière que du point de vue de l'organisation du service public de santé, et leur exaspération devant la surdité et l'inertie d'un gouvernement qui, malgré les promesses du Président de la République, n'apporte aucune réponse à ces inquiétudes et ne tient nullement compte des propositions que les organisations syndicales de PH font depuis de nombreux mois.

L'absence d'attractivité suffisante de la carrière médicale hospitalière, le vieillissement de la population actuelle des PH, les problèmes posés par les liquidations futures des comptes épargne temps et l'absence de garantie de leur transmissibilité aux ayant droits ont des conséquences qui sont encore plus sensibles au niveau de la permanence des soins hospitalière. Alors que la permanence des soins en médecine ambulatoire, reposant sur le volontariat, ne cesse d'être revalorisée par les pouvoirs publics, la permanence hospitalière, obligatoire pour tout praticien hospitalier, est laissée en l'état sans aucune reconnaissance du travail effectué, de l'engagement individuel de chaque PH et sans aucune restructuration territoriale et sans aucun espoir d'un allègement de cette charge et de cette pénibilité. Pourquoi s'étonner alors d'un tel mécontentement et de son caractère forcément extensif ?

Les revendications des médecins urgentistes et anesthésistes réanimateurs font partie des revendications formulées et défendues par l'INPH et la CPH depuis de nombreux mois. Rien d'étonnant donc à ce que le SNAMU, le SNPHAR, adhérents à l'INPH, le SMARNU et l'AMUF membres de la CPH se soient engagés dans ce mouvement. L'INPH et la CPH qui représentent 80% de l'ensemble des praticiens hospitaliers à temps plein et à temps partiel apportent à ce mouvement leur entier soutien.

Si le gouvernement n'apporte aucune réponse concrète dans les prochains jours, cette grève, pour l'instant sans aucun retentissement majeur pour la population, est appelée à se durcir et à s'élargir. Non seulement une généralisation, mais également d'autres moyens d'actions seront alors à l'ordre du jour.

Dr Rachel BOCHER
Présidente INPH

Dr Pierre FARAGGI
Président CPH